

Projet de plaidoyer pour l'avortement sécurisé

PARTAGER LES MEILLEURES PRATIQUES

Le projet de plaidoyer pour l'avortement sécurisé (PPAS) vient d'entamer sa deuxième année de mise en œuvre et nous souhaitons célébrer les accomplissements réalisés jusqu'à présent. L'année écoulée a été remplie d'activités pour mettre en place les Unités de gestion du projet (UGP) des 10 sociétés membres, renforçant ainsi leurs capacités en matière de gestion de projets et de plaidoyer, et commençant la mise en œuvre de leurs plans d'action. L'année s'est achevée avec l'inattendue épidémie du COVID-19, une pandémie qui a changé notre façon de travailler et certains de nos projets à l'avenir. Toutefois, elle nous a également appris qu'il est plus important que jamais d'adapter notre travail à un environnement en constante évolution, où le droit des femmes à l'avortement sécurisé reste une priorité.

Cette lettre d'information entend rapprocher les dix pays participant au projet et garantir le partage de leurs travaux afin de tirer mutuellement des leçons de leurs expériences. Cette lettre d'information ne vise en aucun cas à être exhaustive, ni à représenter tous les aspects des travaux réalisés par les sociétés membres, mais nous espérons qu'elle attirera votre attention sur certains exemples intéressants de ce qui a été accompli jusqu'à présent.

Il est important de souligner que la manière dont les informations sont présentées pour chaque société est légèrement différente, car les meilleures pratiques ont été extrapolées à partir d'activités différentes. Certaines ont été partagées pendant les ateliers régionaux d'apprentissage sous forme de présentations PowerPoint, et d'autres ont fait l'objet de documents ou de rapports plus détaillés. Ainsi, si vous souhaitez en savoir plus sur l'un des exemples présentés, n'hésitez pas à contacter directement vos collègues auprès de la société concernée.

DANS CE NUMÉRO

Implication des parties prenantes dans un réseau (CNGOB – Bénin).....	2
Élargir le réseau du projet ACAC (SOGOC – Cameroun).....	3
Mettre en place des antennes régionales de la société (SOGOCI – Côte d'Ivoire).....	4
Plaidoyer sur l'avortement sécurisé (KOGS – Kenya).....	5
Formation du comité interne sur le thème « Religion et avortement » (SOMAGO – Mali)....	6
Meilleures pratiques en matière d'avortement sécurisé (AMOG – Mozambique).....	7
Gestion de l'opposition interne (ZAGO – Zambie).....	8
Introduire un système de gestion des informations sur la santé (SPOGS – Panama).....	9
Renforcer les filiales de la société dans différentes régions (SPOG – Pérou).....	10
Plan de sensibilisation des médias (AOGU – Ouganda).....	11
Nouvelles de l'équipe de PPAS au QG	12

IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES DANS UN RÉSEAU

CNGOB—BENIN

Contexte :

Le Collège National des Gynécologues Obstétriciens du Bénin (CNGOB), en partenariat avec la Fédération Internationale de Gynécologie et d'Obstétrique (FIGO), a obtenu un financement pour mettre en place un projet de plaidoyer pour l'avortement sécurisé (PPAS) au Bénin.

En effet, le phénomène des grossesses non désirées prend de plus en plus des proportions inquiétantes au Bénin; le pays est passé de 8 991 cas d'avortement par an en 2010 à 11 423 cas en 2016 (données sur l'avortement non sécurisé au Bénin, SGI/DPP). De plus, le ministère de la Santé du Bénin estime que des avortements non sécurisés ont encore lieu et représentent jusqu'à 15 % des décès maternels (données des hôpitaux, ministère de la Santé du Bénin, 2011). Une étude de 2016 à cet égard a révélé que 73 321 d'avortements provoqués et 68 922 d'avortements spontanés ont eu lieu à l'échelle nationale. Une étude, qui a été menée durant cinq ans au Bénin, dans trois hôpitaux, et a mis

Une « cheffe de file » ou responsable de réseau a été élue et joue un rôle essentiel d'encouragement.

Méthodologie :

Le PPAS du CNGOB n'est pas le premier projet au Bénin qui aborde le sujet de l'avortement sécurisé (AS). Inutile de vouloir réinventer la roue, l'UGP s'appuie donc sur les réalisations antérieures d'ONG ou d'autres parties prenantes pour entreprendre ses activités.

La création d'un réseau de parties prenantes et d'une plateforme de plaidoyer pour l'AS est une idée innovante qui motive toutes les parties prenantes grâce à une approche inclusive. Après avoir effectué une cartographie des parties prenantes, un mémorandum d'entente a été signé avec celles-ci le 19 mars 2020, lors d'un atelier de mise en réseau. Parallèlement, une « cheffe de file » ou responsable du réseau a été élue parmi les parties prenantes impliquées.

Malheureusement, quelques ONG du domaine de la santé reproductive et sexuelle étaient impliquées au début, mais ne se sont finalement pas positionnées en faveur de l'AS.

L'implication de personnes-ressources clés issues de toutes les parties prenantes, ainsi que des centres de coordination du CNGOB, tout au long des activités du projet, comme les sessions de formation et la validation de rapports des différents consultants, a permis aux parties prenantes une meilleure appropriation du projet.

Facteurs essentiels de réussite :

- Feuilles Excel envoyées à l'avance aux ONG pour qu'elles les remplissent
- Animations interactives et constantes sur le groupe WhatsApp des parties prenantes
- Implication des parties prenantes dans les comités pour lancer des appels d'offres concernant les activités du projet
- Rôle constant d'encouragement de la « cheffe de file »

en évidence que 3 139 femmes avaient été hospitalisées en raison d'un avortement incomplet (provoqué par une interruption volontaire de grossesse), dont 630 n'ont pas eu besoin de soins, 1 277 ont été traitées par aspiration manuelle intra-utérine (AMIU) et 537 par l'administration de misoprostol (Turner, Senerowics et Marlow, 2016). Le Bénin attend le décret qui implémentera l'article 17 de la loi n° 2003-04, du 3 mars 2003, relative à la santé et à la reproduction sexuelles, car le vide juridique actuel ouvre la voie à de nombreux abus.



Gestionnaire de projet : Raphael Totongnon — toraph2010@gmail.com

ÉLARGIR LE RÉSEAU DU PROJET ACAC

SOGOC—CAMEROUN



Au Cameroun, les complications liées à l'avortement non sécurisé représentent 24,2 % des décès maternels. Il s'avère urgent d'adopter une approche globale pour mettre un terme aux décès maternels évitables, ce qui implique de changer la perception des soins complets d'avortement et la stigmatisation qui les entoure.

Avec ces principes à l'esprit, la Société des gynécologues et obstétriciens du Cameroun (SOGOC), par le biais de l'UGP du projet de plaidoyer pour les soins complets d'avortement (ACAC), a privilégié et dirigé l'établissement d'un réseau coordonné pour défendre un accès accru aux services en matière de soins complets d'avortement conformément au protocole de Maputo ratifié par le Cameroun. Quinze partenaires, notamment le ministère de la Santé du Cameroun, des organisations du domaine de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes (SSRD), des associations de femmes et des organisations de défense des droits humains, ont jusqu'à présent rejoint le réseau de plaidoyer du projet ACAC. Le Bureau du réseau est composé de représentants de la SOGOC, du département de planification familiale, du ministère de la Santé, du CASM et de l'Association camerounaise des femmes juristes.

Les partenaires du réseau ont développé un mandat dans lequel il est établi que

l'adhésion est gratuite et que tous les membres du réseau possèdent une lettre de mission dûment signée. Ils ont également travaillé sur un plan stratégique et leur principal objectif de plaidoyer consiste à ce que le ministère de la Santé publique du Cameroun présente un projet de loi au Premier ministre en proposant des modifications à l'article 339 du Code pénal d'ici mai 2021.

Plan d'action annuel

Ils ont également développé et validé un plan d'action annuel avec différentes activités, comme des campagnes d'éducation et de sensibilisation ; des ateliers de renforcement des capacités ; la présentation des histoires de survivantes de l'avortement et des actions de plaidoyer, afin d'améliorer la loi sur l'avortement au Cameroun.

Défis

Certains des défis relevés par l'équipe avaient trait au caractère délicat de l'objectif du réseau, qui rend difficile d'intégrer certaines organisations potentielles au réseau. L'avortement reste un sujet sensible à aborder au Cameroun et certains représentants du ministère de la Santé hésitent également à prendre part au réseau pour cette raison. L'UGP continue de travailler à l'expansion du réseau et à l'identification de nouvelles organisations partageant la même vision.

LEÇONS RETENUES

- ◇ Collaborer avec d'autres organisations partageant la même vision permet d'atteindre les objectifs du projet plus rapidement et d'éviter la répétition des efforts.
- ◇ Le réseau du projet ACAC permet d'améliorer la visibilité de la SOGOC.
- ◇ Patience et résilience sont nécessaires pour attirer et intégrer d'autres partenaires potentiels.
- ◇ Le partenariat doit être gratuit et conforme aux objectifs des organisations potentielles se joignant au réseau.

METTRE EN PLACE DES ANTENNES RÉGIONALES DE LA SOCIÉTÉ

SOGOCI—CÔTE D’IVOIRE

Objectif :

Évaluer les répercussions de l'établissement de sous-antennes régionales de la SOGOCI dans le cadre du plaidoyer pour l'avortement sécurisé.

Méthodologie : le plaidoyer pour l'avortement sécurisé s'est déroulé en trois étapes.

Première étape : Préparation de l'installation de dix sous-antennes régionales par la sélection de dix régions sanitaires ; conception des bureaux régionaux ; choix de l'emplacement de la sous-antenne régionale ; choix des centres de coordination régionaux ; préparation de la couverture médiatique ; réunions avec les

autorités administratives et politiques des sous-antennes régionales.

Deuxième étape : Installation des sous-antennes et formation à la « clarification des valeurs pour la transformation des attitudes » sur l'avortement sécurisé ; formation en leadership ; formation au plaidoyer pour l'avortement sécurisé ; formation pratique en gestion de l'avortement sécurisé destinée aux professionnels de santé.

Troisième étape : Développement d'un plan d'action régional ; suivi et évaluation de la mise en œuvre du plan d'action des sous-antennes régionales ; encadrement.

Les sous-antennes servent de relais de la SOGOCI dans leur région, facilitant ainsi l'obtention efficace de ses objectifs.



Résultats :

Six sous-antennes régionales sur dix ont déjà été installées.

240 prestataires de services (gynécologues, médecins et sages-femmes) ont participé à l'installation et à la formation, ils sont désormais équipés pour enregistrer les informations sur l'avortement sécurisé au sein de leur pratique.

36 réunions ont été tenues avec des autorités politiques et administratives.

Relations avec la presse par

publication : 20 contacts de presse pour la couverture médiatique ; 3 spots télévisés ; 6 annonces radiophoniques diffusées 126 fois ; 6 reportages dans le journal télévisé de 20 h ; 12 articles de presse écrite.

Les sous-antennes servent de relais de la SOGOCI dans leur région, facilitant ainsi l'obtention efficace de ses objectifs.

Conclusion :

L'installation de six sous-antennes régionales de la SOGOCI a permis la clarification des valeurs, de la sensibilisation et des informations pour la transformation des attitudes, et la formation à la gestion de l'avortement sécurisé destinée à 240 prestataires de différentes régions spécialisés en santé reproductive. Le suivi et l'encadrement pour la mise en œuvre des plans d'action régionaux ont permis d'améliorer la promotion de l'avortement sécurisé.

Gestionnaire de projet : Eliane Abhe — elianeabhe@gmail.com

PLAIDOYER SUR L'AVORTEMENT SÉCURISÉ

KOGS—KENYA



Au cours de la première année du projet, l'un des principaux domaines cibles de l'équipe de la KOGS était le soutien du réseau de soins complets d'avortement au Kenya.

Meilleures pratiques identifiées :

- Garantir un vaste éventail de parties prenantes dans le réseau, y compris des avocats. Différents partenaires peuvent jouer différents rôles, par exemple, la KOGS peut apporter la perspective technique que les experts juridiques peuvent traduire au langage juridique.
- Le réseau doit convenir de son rôle. Au Kenya, les objectifs généraux consistent à réduire les difficultés associées à l'avortement non sécurisé et à renforcer les soins post-avortement dans le cadre juridique. L'approche de chaque membre est différente, mais des réunions se tiennent pour renforcer et discuter afin d'être d'accord et d'atteindre un consensus.
- Les langues peuvent constituer un obstacle : il est important de traduire les informations dans la langue appropriée pour la partie prenante cible. Au Kenya, les langues dominantes sont l'anglais et le swahili, mais ils travaillent également auprès de communautés pour traduire les messages dans les langues locales. Ils travaillent également avec les médias et les réseaux sociaux pour atteindre ces communautés.
- Former un groupe de travail technique qui regarde au-delà du projet, afin d'essayer d'en garantir la continuité.
- Évaluer les communautés que vous essayez d'atteindre afin de déterminer les répercussions.

OBJECTIFS DE LA KOGS AU SEIN DU RÉSEAU

- ◇ Renforcer la communication pour influencer les politiques.
- ◇ Établir un comité de SSRD pour renforcer les efforts de plaidoyer.
- ◇ Utiliser des directives normalisées pour réduire la mortalité maternelle.
- ◇ Élaborer des politiques, des pratiques et des messages de plaidoyer fondés sur des preuves.

SOMAGO—MALI

L'ISLAM AU MALI

L'Islam est présent au Mali depuis le 11^e siècle.

Le Mali est membre de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) depuis sa fondation en 1969.

Au Mali, selon le dernier recensement en 2009, 94,8 % de la population est musulmane. « Les personnes fortement religieuses ont acquis de l'influence politique, comme tout autre groupe de pression qui utilise son pouvoir sur la société et ses capacités de mobilisation populaire pour imposer son point de vue », c'est-à-dire que la voix de la religion est indispensable pour entreprendre tout type d'activité dans le pays.

Étant donné que l'avortement est un sujet très délicat d'un point de vue religieux, nous avons estimé qu'il était important d'impliquer la religion dans le processus de plaidoyer afin de mieux atteindre notre objectif.

Certaines sensibilités religieuses peuvent être observées au sein de la SOMAGO. Pour cette raison, il a été nécessaire dans un premier temps d'informer tous les membres du comité interne de la SOMAGO sur le sujet « Religion et avortement », afin que la réussite du projet repose sur la perception des membres du comité interne sur l'avortement et sa relation vis-à-vis de la religion. C'est dans ce contexte qu'un atelier réunissant les membres du comité interne et l'unité de gestion du projet a été organisé en vue d'atteindre l'objectif suivant : informer tous les membres du comité interne de la SOMAGO (notamment ceux hésitant à garantir l'avortement en raison de croyances religieuses) sur la vision de la religion musulmane à l'égard de l'avortement sécurisé dans les limites fixées par la loi au Mali.

Méthodologie :

Nous avons identifié un imam reconnu, ayant beaucoup d'expérience avec plusieurs ONG, ici au Mali, sur des questions de santé sexuelle et reproductive et de droits connexes.

Il est également membre du Réseau islamique pour la population et le développement (RIPOD) et du Haut conseil islamique du Mali, au sein duquel il a une grande influence.

Cette méthodologie a consisté à :

- lire et expliquer certains versets du Coran relatifs aux droits et aux responsabilités de la femme vis-à-vis de la famille,
- organiser une discussion plénière portant sur des situations pouvant mener à l'avortement et qui sont acceptées par la religion musulmane,
- engager un cycle de questions-réponses et clarifier les concepts au profit des participants.

Participants :

internes (membres de l'UGP)

externes (certains membres de la SOMAGO, tous les membres du comité interne de la SOMAGO)

Résultats :

À la fin de la formation avec l'imam qui a duré deux jours, tous les membres du comité interne de la SOMAGO avaient une perception positive de la pratique de l'avortement sécurisé dans les limites fixées par la loi au Mali. Ils ont été informés des indications de l'avortement à l'égard de la religion musulmane et des droits et responsabilités de la femme et de l'épouse vis-à-vis de la famille.

Facteurs clés de réussite :

- Le choix de travailler avec un imam ayant de l'expérience dans ce type de questions, telles que la santé sexuelle et reproductive et ses droits connexes, la planification, l'avortement, le VIH, etc.
- Le choix d'inviter des participants ayant différentes sensibilités ; certains étaient fondamentalement opposés à l'avortement pour des raisons quelconques, d'autres étaient bien plus modérés. Les deux religions majoritaires du Mali y étaient représentées.
- La mise en œuvre de cette formation au début du projet, qui permettra à un vaste nombre de gynécologues, d'obstétriciens et de partenaires de soutenir la pratique de l'avortement sécurisé au Mali.



MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'AVORTEMENT SÉCURISÉ

AMOG—MOZAMBIQUE

Le Mozambique possède la loi sur l'avortement la plus libérale de tous les pays participant au projet, après l'avoir changée en 2014. L'un des objectifs principaux du projet consiste donc à éduquer et à sensibiliser les personnes à l'égard de cette nouvelle loi. Le Mozambique est un pays de grande taille, et les ONG ont travaillé de concert pour se diviser les différentes provinces, afin de rationaliser leurs efforts de plaidoyer. Vous trouverez ci-dessous une liste des meilleures pratiques identifiées dans les différentes zones de travail abordées au Mozambique :

- Travailler auprès des partenaires pour identifier les centres de coordination de chaque province pouvant diriger les efforts de plaidoyer dans cette zone. Ils doivent travailler étroitement avec les dirigeants communautaires.
- La cartographie des parties prenantes est importante pour identifier un éventail d'organisations travaillant dans ce domaine.
- Intégrer de nouvelles parties prenantes dans le réseau s'avère utile pour diffuser le message concernant le changement de loi par le biais

de leurs propres réseaux et des parties prenantes dans leurs régions perspectives.

- Il est très important d'élaborer différentes techniques de plaidoyer destinées à différents publics.
- Utiliser des messages clés courts et simples tenant compte des personnes, des engagements politiques et des données ou des preuves, permet de mieux influencer les décideurs.
- Convenir d'un mémorandum d'entente avec le ministère de la Santé ou d'autres organismes gouvernementaux peut aider à influencer certaines actions. L'AMOG utilise la perspective de la mortalité maternelle pour les impliquer.
- Des données précises et mises à jour sont essentielles à l'efficacité d'un plaidoyer ; au Mozambique, nous testons une nouvelle technique de recueil de données qui sera, nous l'espérons, adoptée dans le cadre des enquêtes démographiques et sanitaires.

Gestionnaire de projet : Ines Boaventura — boaventuraines7@gmail.com



GESTION DE L'OPPOSITION INTERNE

ZAGO—ZAMBIE

L'opposition interne au sein de la ZAGO a menacé l'existence du projet en Zambie. Cependant, l'équipe du projet est parvenue à gérer l'opposition et garantir la mise en place du projet. Voici les stratégies employées et les leçons retenues :

- Lorsqu'il existe une opposition au sein de la direction, faire appel à des gynécologues-obstétriciens partageant les mêmes idées pour influencer les décisions en faveur des femmes.
- Impliquer le ministère de la Santé pour montrer son soutien contre l'opposition interne.
- Ne jamais sous-estimer le pouvoir de la cartographie des personnes partageant les mêmes idées pour faire avancer les soins complets d'avortement.
- Le professionnalisme et le besoin de sauver des vies devraient impulser la prestation de soins complets d'avortement, ce pour quoi vous pouvez utiliser les statistiques sur l'avortement pour obtenir des soutiens.
- Recenser les médias pour diffuser vos messages auprès des groupes cibles.
- Utiliser les opportunités du projet pour renforcer les compétences individuelles et organisationnelles.
- Se diriger directement vers les institutions pour les influencer.



Lessons learnt from ZAGO Internal Opposition

- NEVER underestimate the power of mapping like minded individuals TO advance CAC.
- Get support from FIGO & MOH – positions on Abortion are usually clearly outlined.
- Professionalism & the NEED to SAVE lives should drive CAC services- use ABORTION statistics to lobby support.

Leçons retenues de l'opposition interne de la ZAGO

- Ne jamais sous-estimer le pouvoir de la cartographie des personnes partageant les mêmes idées pour faire avancer les soins complets d'avortement.
- Obtenir le soutien de la FIGO et du ministère de la Santé, les positions sur l'avortement sont souvent clairement définies.
- Le professionnalisme et le BESOIN de SAUVER des vies devraient impulser la prestation de soins complets d'avortement, ce pour quoi vous pouvez utiliser les statistiques sur l'AVORTEMENT pour obtenir des soutiens.

INTRODUIRE UN SYSTÈME DE GESTION DES INFORMATIONS SUR LA SANTÉ

SPOG — PANAMA

Au Panama, tout comme dans de nombreux pays du monde entier, il existe un manque de données fiables et de qualité sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) et, en particulier, sur l'avortement. Disposer d'un système national de gestion des informations sur la santé est fondamental, non seulement pour mieux informer les décideurs politiques, mais également pour défendre un meilleur accès aux services d'avortement sécurisé et réduire la mortalité maternelle.

Dans cette perspective, la Société panaméenne d'obstétrique et de gynécologie (SPOG), par le biais de l'UGP, a privilégié pendant la première année du projet la prestation de formations aux professionnels de santé portant sur le système national de gestion des informations sur la santé, appelé SIP WEB Plus.

Les médecins membres de la SPOG ont animé les formations au système SIP WEB Plus pour plus de 200 professionnels de santé à différents niveaux, dans tout le pays. Actuellement, ces professionnels enregistrent et recueillent de manière systématique des données fiables sur la santé reproductive et sexuelle des femmes et, plus particulièrement, sur les soins périnataux et l'avortement.

Cela permettra la génération de données sur l'avortement (p.ex. la prévalence, les causes, la prestation de services, les relations entre la mortalité maternelle et l'avortement) et sur les soins post-avortement (p.ex. la planification

familiale), ainsi que l'utilisation de ces données pour mener des recherches épidémiologiques.

SIP WEB Plus

Le système SIP WEB Plus est une plateforme en ligne gratuite, proposée par l'OPS/OMS. Son accès est facile et il génère des données en libre accès. Au Panama, ce système d'informations ou d'antécédents des patients permet d'enregistrer toutes les circonstances de l'avortement, car il dispose de trois codes : avortement légal, incomplet et thérapeutique.

Apprentissages clés

- L'homogénéisation du système de gestion des informations sur la santé est fondamentale pour générer des données fiables et de qualité sur l'avortement, afin de mieux éclairer les politiques et les programmes concernant la santé sexuelle et reproductive.
- Disposer d'une norme et de règlements nationaux est essentiel pour appliquer et utiliser le même système d'informations dans tous les hôpitaux du pays.
- L'implication du ministère de la Santé et d'autres organismes gouvernementaux est également fondamentale pour pouvoir mettre en œuvre ces normes.



L'homogénéisation du système de gestion des informations sur la santé est fondamentale pour générer des données fiables et de qualité sur l'avortement, afin de mieux éclairer les politiques et les programmes concernant la santé sexuelle et reproductive.

RENFORCER LES FILIALES DE LA SOCIÉTÉ DANS DIFFÉRENTES RÉGIONS

SPOG—PÉROU

Au Pérou, l'UGP a privilégié le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles de la Société péruvienne d'obstétrique et de gynécologie (SPOG) et l'accroissement de ses membres, notamment auprès des jeunes médecins. Bien positionner la société nationale est essentiel à un travail efficace de plaidoyer. Dans cette perspective, l'UGP s'est concentrée sur le renforcement, l'implication et les liens entre les filiales régionales et le QG de la société.

Le plan de travail de la SPOG comprend différentes activités régionales, comme l'organisation de sessions scientifiques dans les filiales régionales et des ateliers de plaidoyer en faveur de l'avortement sécurisé. Lors de ces sessions, animées par des médecins membres, ils ont encouragé les centres de coordination régionaux à organiser leurs propres sessions scientifiques, et ils sont également invités à rejoindre le réseau de plaidoyer en faveur de l'avortement sécurisé (REDPAAS) et à collaborer aux activités du projet PPAS.

L'équipe entend consolider la position de la société comme chef de file national dans le plaidoyer de l'avortement sécurisé et la santé sexuelle et reproductive avant la fin du projet.

L'équipe du Pérou entend voir entre 80 % et 90 % des gynécologues péruviens devenir membres de la société nationale. L'équipe a atteint les filiales suivantes de la société pendant la première année du projet : Loreto, Cajamarca, Ayacucho, San Martin, Junin, Piura, La Libertad, Lambayeque et Ica.

Réalisations

Les réunions avec les présidents ou les centres de coordination régionaux de la société ont amélioré la planification administrative et encouragé les membres des filiales à organiser leurs propres activités universitaires. En outre, il a été démontré que l'organisation de sessions scientifiques extraordinaires est une bonne stratégie, pour assurer l'implication des membres des comités de direction régionaux dans les activités et les projets de la société, ainsi que celle des gynécologues et des obstétriciens. Il est également remarquable que l'UGP a réactivé 6 filiales régionales de la société nationale sur 18 au cours de la première année du projet et qu'elle est parvenue à accroître ses membres.

LEÇONS RETENUES

- ◇ Ouvrir la société aux jeunes médecins et ne pas avoir des structures trop hiérarchisées a permis d'accroître le nombre de membres.
- ◇ Mener des enquêtes auprès des gynécologues pour comprendre leur connaissance à propos de la société et ce qu'ils attendent d'elle, a permis à la société d'accroître le nombre de membres.
- ◇ Attirer l'attention et impliquer les gynécologues et les obstétriciens dans les activités de la société, y compris les ateliers de plaidoyer en faveur de l'avortement sécurisé, sont fondamentaux pour comprendre le contexte et rester à l'écoute de leurs intérêts scientifiques.
- ◇ Le terme « avortement » doit être utilisé avec précaution dans certaines régions conservatrices du Pérou, car la stigmatisation de l'avortement influence les médecins et la population en général.

Coordinateur du projet : Dr Enrique Guevara — enriqueguevararios@gmail.com



« Les stratégies de communication directe sont nécessaires dans le contexte du Pérou pour plaidoyer en faveur de l'avortement sécurisé. Elles doivent aborder le problème du point de vue des droits des femmes afin de protéger leur santé et leur vie. »

PLAN DE SENSIBILISATION DES MÉDIAS

AOGU—OUGANDA

En Ouganda, l'équipe a identifié les médias comme une partie prenante importante et une cible de plaidoyer, à la fois pour défendre leurs propres droits mais aussi comme moyen d'atteindre la communauté et d'autres parties prenantes. Par conséquent, l'AOGU a développé un plan de sensibilisation des médias afin de définir :

- des stratégies clés pour atteindre, influencer et travailler avec les médias,
- les objectifs des messages clés de plaidoyer
- quels sont les messages clés de plaidoyer (décomposés selon les différents types de médias)

Meilleures pratiques identifiées :

- Identifier des groupes cibles, puis travailler auprès des représentants des médias pour développer des messages clés destinés à chaque groupe. Utiliser les obstétriciens pour apporter des faits techniques.
- Travailler en équipe, plutôt que de manière individuelle.
- Si possible, travailler avec des professionnels des médias qui ont déjà des valeurs claires et soutiennent l'avortement.
- Définir différents messages pour différentes personnes.
- Si possible, sensibiliser les membres dans l'ensemble du pays afin de les recruter.
- Demander aux médias si vous pouvez vérifier les articles avant qu'ils ne les publient, afin d'éviter la publication de messages erronés.
- Il peut être utile d'inclure l'avortement dans le cadre plus vaste des messages sur la SSRD. De cette façon, vous pouvez potentiellement atteindre un public plus vaste, y compris ceux qui s'opposent à l'avortement.
- Employer des groupes d'écoute pour discuter de ces questions plus en profondeur.

PROCESSUS D'ÉLABORATION DES MESSAGES CLÉS DE PLAIDOYER

- ◇ Appel au personnel des médias de toutes les sections : télévision, radio, presse écrite et réseaux sociaux ou en ligne.
- ◇ Sélection par le biais du Health Journalists Forum.
- ◇ Journée de sensibilisation au plaidoyer en faveur de l'avortement sécurisé.
- ◇ Pendant la même formation, rassembler des idées sur la sensibilisation des médias qui seront ensuite intégrées à la stratégie.



Gestionnaire de projet : Dan Kaye — dankkaye@yahoo.com

NOUVELLES DE L'ÉQUIPE DE PPAS AU QG

ORGANISER DES FORMATIONS ET DES ATELIERS VIRTUELS

En raison de la récente pandémie et des restrictions de voyage et de distanciation sociale qui en ont découlé, nous avons tous dû nous adapter à cette nouvelle normalité faite de réunions, de formations et d'événements virtuels. Voici quelques ressources utiles :

- ◇ [Échauffements et moyens de détendre l'ambiance dans Zoom](#)
- ◇ [Apprendre du confinement – organiser des rencontres virtuelles](#)
- ◇ [Training for Change, présente des outils pour la médiation en ligne](#) et un livre électronique gratuit « [Leading groups online](#) »
- ◇ [Dynamique du pouvoir et inclusion au sein des réunions virtuelles](#)
- ◇ [Ressources pour la médiation en ligne issues de 350.org](#)

Depuis le début du projet, l'équipe de PPAS au QG de la FIGO a travaillé pour permettre l'établissement des unités de gestion du projet (UGP) au sein des dix sociétés membres participantes, et fournir un soutien technique, des opportunités de renforcement des capacités et des orientations aux équipes nationales. Plusieurs visites en personne tout au long de la première année ont permis d'établir une bonne collaboration entre le personnel du projet du QG et les UGP. L'organisation de deux réunions régionales d'apprentissage (au Pérou et en Ouganda) a été une belle occasion pour certaines équipes nationales de se réunir, d'apprendre à se connaître et de partager leurs travaux. Malheureusement, l'épidémie de COVID-19 a empêché les voyages et nous avons été contraints d'annuler notre réunion régionale en Afrique occidentale, ainsi que nombre de visites et d'événements. L'équipe du QG s'attache actuellement à garantir qu'un soutien continu est toujours fourni à distance et que les coordinateurs et les comptables du projet sont en contact réguliers avec nos collègues par le biais d'appels, de webinaires et par WhatsApp. De même, toute l'équipe se familiarise avec les nouvelles manières d'organiser des réunions et des événements virtuels à travers différentes plateformes en ligne, telles que Zoom.

En mars 2020, l'équipe du QG a également accueilli une nouvelle spécialiste en communication et en plaidoyer, Jameen Kaur, qui a soutenu les UGP et les a aidés à adapter leurs stratégies de plaidoyer et à fournir des opportunités continues pour apprendre comment mettre en place un projet de plaidoyer efficace et spécifique à leur contexte sur l'avortement sécurisé. Cette spécialiste a également dirigé la préparation aux célébrations au sein du QG en vue de la Journée internationale de l'avortement sécurisé, qui aura lieu le 28 septembre.

Afin de garantir que nous suivons toutes nos accomplissements, le suivi et l'évaluation sont également au cœur de nos travaux, comme il a été décrit dans notre manuel de suivi et d'évaluation, récemment élaboré par la coordinatrice de ce domaine au QG. Dans cet esprit, notre partenaire externe KIT a aidé les UGP à se familiariser avec la méthodologie de récolte des résultats et, désormais, tous les pays ont achevé au moins leur première récolte. Actuellement, le QG de la FIGO et KIT commencent à se préparer pour l'examen à mi-parcours qui aura lieu plus tard dans l'année.

Retrouvez les documents et les ressources clés du projet dans la dropbox du PPAS :

[Ressources pour le plaidoyer et la communication](#)

[Ressources de financement](#)

[Ressources pour le suivi et l'évaluation](#)

[Réunions régionales](#)

[Ressources sur l'avortement sécurisé](#)

Consultez le nouveau site web de la FIGO : <https://www.figo.org/fr>

Et souscrivez-vous à la [lettre d'information](#) de la FIGO



L'équipe de PPAS : qui sommes-nous ?

Dr. Hani Fawzi, directeur des programmes de la FIGO

Olga De Biaggio, gestionnaire de projet sénior du PPAS

Jameen Kaur, spécialiste en communication et plaidoyer du PPAS

Jema Davis, coordinatrice du projet pour l'Afrique occidentale

Jone G. Lurgain, coordinatrice du projet pour l'Amérique latine et le Cameroun

Matt Pretty, coordinateur du projet pour l'Afrique orientale et australe

Sophie Ea, coordinatrice du suivi et de l'évaluation

Cornelia Stephenson, comptable du projet

Esther Adoh, comptable du projet